

Sabine Corneloup

Professeure de droit privé

-
Université Paris-Panthéon-Assas
28, rue Saint Guillaume
75007 Paris
sabine.corneloup@u-paris2.fr
-



Curriculum vitae

Formation

- 2000 Doctorat en droit privé, Université de Paris I, Panthéon-Sorbonne : *La publicité des situations juridiques. Une approche franco-allemande du droit interne et du droit international privé* (dir. Prof. Paul Lagarde)
- Prix André Isoré de la Chancellerie des universités de Paris et
 - 1^{er} prix *ex æquo* du Centre français de droit comparé
- 1995 DEA Droit international privé et Droit du commerce international, Université de Paris I, Panthéon-Sorbonne
- 1994 Maîtrise de droit, Université de Paris II, Panthéon-Assas
- 1990 1^e année de DEUG Lettres Modernes, Université de Lyon II
- 1989 Abitur (baccalauréat allemand), Kooperative Gesamtschule Stuhr-Brinkum, Allemagne

Carrière universitaire

- Depuis 2016 Professeure à l'Université Paris-Panthéon-Assas, classe exceptionnelle
12, place du Panthéon, 75005 Paris
- 2004-2016 Professeure à l'Université de Bourgogne
Faculté de droit, 4 boulevard Gabriel, BP 17270 – 21072 Dijon
- 2003-2004 Professeure à l'Université de Paris XIII, Villetaneuse
UFR DSPS, 99, avenue Jean-Baptiste Clément 93430 Villetaneuse
- 2003 Agrégation de droit privé (reçue 5^e)
- 2000-2003 Maître de conférences à l'Université de Paris I, Panthéon-Sorbonne
Ecole de droit de la Sorbonne – 12, place du Panthéon, 75005 Paris

- 1998-2000 Attachée temporaire d'enseignement et de recherche à l'Université de Paris I, Panthéon-Sorbonne
Ecole de droit de la Sorbonne – 12, place du Panthéon, 75005 Paris
- 1995-1998 Allocataire-moniteur à l'Université de Paris I, Panthéon-Sorbonne
Ecole de droit de la Sorbonne – 12, place du Panthéon, 75005 Paris

Académie de droit international de La Haye

- Janv. 2022 Cours spécial sur le thème « L'externalisation en matière de migrations internationales. Aspects juridiques »
- Août 2016 Directrice des études (section francophone)

Cour nationale du droit d'asile

- 2019 - Juge-asseuse à la CNDA (nommée par le HCR, Nations Unies)

Responsabilités éditoriales et associatives

Depuis :

- 2012 - Secrétaire générale de la Revue critique de droit international privé
- 2018 - Directrice scientifique de la Revue de droit international d'Assas
- 2017 - D'abord secrétaire générale adjointe, puis secrétaire générale du Comité français de droit international privé
- 2010 - Membre du *Deutscher Rat für Internationales Privatrecht* (organe de conseil auprès du Ministère fédéral allemand de la Justice)
- 2016 - Représentante de l'*International Law Association* à la Commission spéciale de la Conférence de La Haye sur la reconnaissance et l'exécution des jugements étrangers

Sociétés savantes/associations

Depuis :

- 2003 Comité français de droit international privé
- 2010 TransEuropeExperts (co-directrice du pôle de Droit international privé)
- 2012 Académie internationale de droit comparé
- 2015 Association de droit international, branche française (membre du Comité international 'International Migration and International Law' depuis 2021)
- 2018 Deutsche Gesellschaft für Internationales Recht (Société allemande pour le droit international)
- 2018 Membre fondatrice de la European Association of Private International Law

Principales responsabilités administratives

- Actuellement - *Director of studies, LL.M. in European Law*, Université Paris-Panthéon-Assas (depuis 2016)
- Directrice du Centre de Recherche de Droit International privé et du commerce international, EA 4401, (CRDI) (depuis 2018)
- Membre du Conseil d'UFR 2^{ème} et 3^{ème} cycles, Université Paris-Panthéon-Assas

- Membre du Conseil de l'Ecole doctorale de droit international, droit européen, relations internationales et droit comparé (ED9), Université Paris-Panthéon-Assas
- Membre du Conseil du Département de droit international et européen - Ecole doctorale de droit de la Sorbonne, Université Paris I Panthéon-Sorbonne

Auparavant - Vice-présidente de l'Université de Bourgogne (vice-présidente du CEVU, déléguée à la formation : 2007-2009)
 - Responsable du double Master « Juriste franco-allemand. Droit international privé et Droit du commerce international et européen », délivré par les Universités de Bourgogne et de Mainz (accrédité par l'Université Franco-Allemande).

Invitations par des universités étrangères

Nov. 2018 Université de Münster, Centrum für Europäisches Privatrecht, Allemagne (invitée par Prof. B. Heiderhoff)
 Nov. 2015 Université de Ferrara, Italie (invitée par Prof. P. Franzina)
 Juin 2015 Université de Münster, Centrum für Europäisches Privatrecht, Allemagne (invitée par Prof. R. Schulze)
 Avril 2014 Université catholique de Louvain, Belgique (invitée par Prof. S. Saroléa et M. Fallon)
 Déc. 2012 Université de Münster, Centrum für Europäisches Privatrecht, Allemagne (invitée par Prof. R. Schulze)

Principaux enseignements

Actuellement Divers enseignements de droit international privé en français et en anglais (cours de M1, M2 et de LL.B, et séminaires de M2 et de LL.M.), de droit des étrangers (cours de M1 et DU) et de droit de la nationalité (séminaire de M2).

Auparavant Droit européen des affaires (M1) ; Droit comparé (M1) ; Droit des étrangers (séminaire de M2) ; Droit de la preuve (L3) ; Droit de la famille (L1) ; Droit des contrats (L2) ; Droit de la responsabilité civile (L2) ; Droit des assurances (M1) ; Droit social international et européen (M1) ; Droit du commerce international (M1) ; Droit immobilier (M1) ; Institutions juridictionnelles (L1).

Langues

Bilingue français-allemand, anglais courant, notions d'espagnol

Liste des publications

Depuis l'entrée dans la 1^e classe du corps des professeurs (01/09/2008)

I : Ouvrages collectifs

CO-RÉDACTION DE MANUELS

1) *Droit du commerce international*, avec J.-M. Jacquet et Ph. Delebecque, Dalloz, collection « Précis », 1^e édition 2007, 851 pages ; 2^e édition 2010, 913 pages; 3^e édition 2014, 965 pages.

Chapitres rédigés : Contrats du commerce électronique, Contrats de travail, Responsabilité extra-contractuelle (conflit de lois et responsabilité des prestataires intermédiaires d'Internet) et Règlement des litiges du commerce international (recours à une juridiction étatique).

2) *Droit de la nationalité et des étrangers*, avec F. Jault-Seseke et S. Barbou des Places, PUF, collection « Thémis », 2015, 702 pages.

Chapitres rédigés : Acquisition de la nationalité française, Contentieux de la nationalité française, Asile (demande d'asile et statut du bénéficiaire de la protection), Eloignement.

DIRECTION SCIENTIFIQUE DE COLLOQUES ET DE CYCLES DE CONFÉRENCES

1) *Le règlement communautaire Rome II sur la loi applicable aux obligations non contractuelles*, colloque organisé avec Natalie Joubert, 20 septembre 2007 à Dijon, LexisNexis, 2008, 250 pages.

2) *Le règlement communautaire Rome I et le choix de loi dans les contrats internationaux*, colloque organisé avec Natalie Joubert, 9 et 10 septembre 2010 à Dijon, LexisNexis, 2011, 487 pages.

3) *Collaborative Law in the European Union. Studies in honor of Catherine Kessedjian*, colloque organisé le 3 mars 2017 à Paris.

4) *La révision du règlement Bruxelles II bis*, colloque organisé avec Alexandre Boiché le 12 mai 2017 à Paris.

Les vidéos de la conférence peuvent être visionnées à l'adresse :

<https://www.youtube.com/playlist?list=PLfm5y6AUoFoAWOhakK7Fs-A1D6WfnhIVe>

5) Co-organisation (avec E. Pataut, Paris I) en 2022-2023 d'un cycle de 9 conférences consacrées au thème de la *Perte de la nationalité*

Les actes du cycle seront publiés sous la forme d'un ouvrage collectif.

DIRECTION SCIENTIFIQUE DE COMMENTAIRES ARTICLE-PAR-ARTICLE DE RÈGLEMENTS EUROPEENS

1) *Droit européen du divorce/European Divorce Law*, S. Corneloup (dir.), LexisNexis, 2013, 777 pages

Articles commentés : articles 1, 2 et 4 du règlement Rome III

2) *Le droit européen des régimes patrimoniaux des couples - Commentaire des règlements (UE) n° 2016/1103 et 2016/1104*, S. Corneloup, V. Egéa, E. Gallant, F. Jault-Seseke, (dir.), Société de législation comparée – TransEuropeExperts, 2018, 491 pages.

Article commenté : article 8 des deux règlements.

3) *The Rome III Regulation : A Commentary on the Law Applicable to Divorce and Legal Separation*, S. Corneloup (dir.), Edward Elgar, 2020, 264 pages

Introduction (p. 1-21)

4) En cours : *Divorce, responsabilité parentale, enlèvement international. Commentaire du règlement n°2019/1111 du 25 juin 2019 (Bruxelles II ter)*, S. Corneloup, V. Egéa, E. Gallant, F. Jault-Seseke (dir.), Bruylant, à paraître en 2023.

En cours de publication.

CONTRIBUTION À DES COMMENTAIRES ARTICLE-PAR-ARTICLE DE RÈGLEMENTS EUROPÉENS

- 1) *Unalex Kommentar Brüssel I-VO*, Th. Simons, R. Hausmann (ed.), IPR Verlag, 2012, 1083 pages.
Articles commentés : articles 6, 7 et 28.
- 2) *The EU Regulations on the Property Regimes of International Couples*, P. Franzina, I. Viarengo (eds), Edward Elgar, 2020
Article commenté (en anglais) : article 8 des règlements n° 2016/1103 et 2016/1104 (p. 92 à 102)

II. Autres publications

ARTICLES

- 1) « La loi applicable aux obligations contractuelles. Transformation de la Convention de Rome en règlement communautaire Rome I », JCP éd. G, 2008. I. 205, (n° 44 du 29 octobre, p. 21-26).
- 2) « Réflexion sur l'émergence d'un droit de l'Union européenne en matière de nationalité », *Journal du droit international* 2011, n° 3, doctr. 7, p. 491-516.
- 3) « Vers une réforme du règlement Rome II : la réparation des dommages causés par une violation du droit des marchés financiers nécessite-t-elle une règle de conflit spéciale ? », in M. Douchy-Oudot, E. Guinchard (dir.), *La justice civile européenne en marche*, Dalloz, 2012, p. 63-78.
- 4) « Entre autonomie conflictuelle et autonomie substantielle : le choix du futur Droit commun européen de la vente. A propos de la proposition de règlement de la Commission européenne du 11 oct. 2011 », in *Mélanges en l'honneur de Jean-Michel Jacquet*, 2013, Lexis Nexis, p. 367-386.
- 5) « Accès au juge et immunités de juridiction », avec N. Joubert, in V. Donier, B. Lapérou (dir.), *L'accès au juge. Recherche sur l'effectivité d'un droit*, Bruylant, 2013, p. 104-123.
- 6) « La place du Règlement 'Rome II' dans la régulation globale des marchés financiers », in Dossier « La régulation des marchés financiers globalisés », H. Muir Watt (dir.), *Cahiers de droit de l'entreprise*, n° 6 nov.-déc. 2012, p. 31-36.
- 7) « Le contrôle de l'ordre public par la Cour européenne des droits de l'homme », *Journal européen des droits de l'homme / European Journal of Human Rights* 2013/3, p. 381-402.
- 8) « Rome II and the Law of Financial Markets : The Case of Damage Caused by the Breach of Disclosure », in A. Nuyts, N. E. Hatzimihail (ed.), *Cross-Border Class Actions. The European Way*, SELP, 2014, p. 291-314.
- 9) « L'application de la loi étrangère », *Rev. int. dr. comp.* 2014, p. 361-388.
- 10) « Les contrats internationaux de l'Administration dans le domaine de la gestion de l'immigration : un nouveau champ à explorer », in *Mélanges en l'honneur de Pierre Mayer*, LGDJ, 2015, p. 173-183.
- 11) « La responsabilité pour rupture brutale d'une relation commerciale établie et le droit international privé de l'Union européenne », in *Mélanges en l'honneur de Pascale Bloch*, Bruylant, 2015, p. 419-430.
- 12) « La réforme du droit d'asile », *D.* 2015, p. 1964-1969.
- 13) « De la difficulté d'appréhender la violence faite aux femmes en droit international privé. Retour sur Civ. 1^{re}, 11 février 2015 », in *Mélanges en l'honneur de Catherine Philippe*, L'Harmattan, 2017, p. 21-35.
- 14) « Investor-Issuer Disputes under the Brussels I Regulation. The CJEU *Profit Investment Sim* Ruling on Enforceability of Jurisdiction Clauses (case C-366/13) », *Revue internationale des services financiers* n° 3/2016, p. 24-29.

- 15) « Les modes actuels d'acquisition de la nationalité française », *Revue Pouvoirs*, n° 160, 2017, p. 35-46.
- 16) “ The Evolving Balance Between the Judge and the Parties in France ”, in Y. Nishitani (ed.), *Treatment of Foreign Law: Dynamics towards Convergence?*, Académie internationale de droit comparé, Actes du Congrès de Vienne de juillet 2014, Springer, collection “Ius Comparatum”, 2017, p. 157-181.
- 17) « The management of international migrations by contract : Manus Island group action », in H. Muir Watt, L. Bízíková, A. Brandão de Oliveira, D. Fernandez Arroyo, *Global Private International Law. Adjudication without Frontiers*, Elgar, 2019, p. 549-556.
- 18) « Les liens entre *forum* et *ius* : réflexion sur quelques tendances en droit international privé contemporain », in *Mélanges B. Ancel*, Lextenso/Iprolex, 2018, p. 461-475.
- 19) « La question de l'adéquation de la méthode des conflits de lois envisagée du point de vue du droit des étrangers », in *Mélanges E. Loquin*, LexisNexis 2018, p. 721-729.
- 20) « L'étranger prostitué en droit français, une protection en demi-teinte », avec A. Zölls, *Rev. dr. san. soc.*, 2019, p. 85-94.
- 21) « La loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie du 10 septembre 2018 », avec F. Jault-Seseke, *Rev. crit. DIP* 2019, p. 5-34.
- 22) « L'article 47 du Code civil et le droit international privé », *Rev. dr. d'Assas* 2020, p. 101-108.
- 23) « La protection des enfants gagne du terrain : le nouveau règlement Bruxelles II ter », avec T. Kruger, *Rev. crit. DIP*, 2020, p. 215-245.
- 24) « La jurisprudence de la Cour de cassation relative aux mineurs étrangers à la lumière de la jurisprudence du Conseil constitutionnel », *Titre VII, Les cahiers du Conseil constitutionnel*, n° 6, avril 2021 ; <https://www.conseil-constitutionnel.fr/publications/titre-vii/avril-2021-n-6>
- 25) « Demande de retour d'un enfant enlevé et principe de non-refoulement des réfugiés : lorsque la Convention de La Haye de 1980 rencontre la Convention de Genève de 1951 », *Rev. crit. DIP*, 2021, p. 773-786.
- 26) « Migrants in Transit or Under Temporary Protection. How Can Private International Law Deal with Provisional Presence? », *RabelsZ* 2023, p. 46-75.

CHRONIQUES

- 1) Panorama « Droit des étrangers et de la nationalité. Septembre 2009 – août 2010 », avec O. Boskovic, F. Jault-Seseke, N. Joubert et K. Parrot, *Recueil Dalloz*, 2010, p. 2868-2879 (rubrique Droit d'asile).
- 2) Panorama « Droit des étrangers et de la nationalité. Septembre 2010 – novembre 2011 », avec O. Boskovic, F. Jault-Seseke, N. Joubert et K. Parrot, *Recueil Dalloz*, 2012, p. 390 à 402 (rubrique Droit d'asile).
- 3) Panorama « Droit des étrangers et de la nationalité. Décembre 2011 – décembre 2012 », avec O. Boskovic, F. Jault-Seseke, N. Joubert et K. Parrot, *Recueil Dalloz*, 2013, p. 324 à 337 (rubrique Droit d'asile).
- 4) Panorama « Droit des étrangers et de la nationalité. Décembre 2012 – décembre 2013 », avec O. Boskovic, F. Jault-Seseke, N. Joubert et K. Parrot, *Recueil Dalloz*, 2014, p. 445 à 458 (rubrique Droit d'asile).
- 5) Panorama « Droit des étrangers et de la nationalité. Décembre 2013 – décembre 2014 », avec O. Boskovic, F. Jault-Seseke, N. Joubert et K. Parrot, *Recueil Dalloz*, 2015, p. 450 à 463 (rubrique Droit d'asile).
- 6) Panorama « Droit des étrangers et de la nationalité. Décembre 2014 – décembre 2015 », avec O. Boskovic, F. Jault-Seseke, N. Joubert et K. Parrot, *Recueil Dalloz*, 2016, p. 336 à 349 (rubrique Droit d'asile).
- 7) « Actualité du Règlement Bruxelles II bis. Octobre 2015 - mai 2016 », *Rev. crit. DIP* 2016, p. 479-484.
- 8) Panorama « Droit des étrangers et de la nationalité. Décembre 2015 – décembre 2016 », avec O. Boskovic, F. Jault-Seseke, N. Joubert et K. Parrot, *Recueil Dalloz*, 2017, p. 261 à 274 (rubrique Droit d'asile).

9) Chronique « Droit international privé de l'Union européenne », avec F. Mailhé, M. Mantovani, L. Stark, *Annuaire de droit de l'Union européenne 2016*, Editions Panthéon-Assas 2017, p. 1017-1112.

10) Panorama « Droit des étrangers et de la nationalité. Décembre 2016 – décembre 2017 », avec O. Boskovic, F. Jault-Seseke, N. Joubert et K. Parrot, Recueil Dalloz, 2018, p. 313 à 326 (rubrique Droit d'asile).

11) Chronique « Droit international privé de l'Union européenne », avec F. Mailhé, M. Mantovani, B. Rousset, L. Stark, *Annuaire de droit de l'Union européenne 2017*, Editions Panthéon-Assas 2018, p. 1005-1066.

12) Panorama « Droit des étrangers et de la nationalité. Décembre 2017 – décembre 2018 », avec O. Boskovic, F. Jault-Seseke, N. Joubert et K. Parrot, Recueil Dalloz, 2019, p. 347 à 369 (rubrique Droit d'asile)

13) Panorama « Droit des étrangers et de la nationalité. Décembre 2018 – décembre 2019 », avec O. Boskovic, F. Jault-Seseke, N. Joubert et K. Parrot, Recueil Dalloz, 2020, p. 298 à 311 (rubrique Droit d'asile)

14) Panorama « Droit des étrangers et de la nationalité. Décembre 2019 – décembre 2020 », avec O. Boskovic, F. Jault-Seseke, N. Joubert et K. Parrot, Recueil Dalloz, 2021, p. 255 à 267 (rubrique Droit d'asile)

15) Panorama « Droit des étrangers et de la nationalité. Décembre 2020 – décembre 2021 », avec O. Boskovic, F. Jault-Seseke, N. Joubert et K. Parrot, Recueil Dalloz, 2022, p. 244-256 (rubrique Droit d'asile)

16) Panorama « Droit des étrangers et de la nationalité. Décembre 2021 – décembre 2022 », avec O. Boskovic, F. Jault-Seseke, N. Joubert et K. Parrot, Recueil Dalloz, 2023, p. 200-214 (rubrique Droit d'asile)

NOTES D'ARRÊT

1) Civ. 1, 8 avril 2009, Rev. crit. DIP 2009, p. 507-511 (régime de prolongation de la rétention administrative en cas de placement de l'étranger dans un local de rétention administrative).

2) CE, Ass. 30 octobre 2009, Mme P., avec V. Corneloup, JCP, éd. G 2009, n° 50 du 7 décembre, 542 : « L'effet direct des directives : la fin d'une résistance française ».

3) Civ. 1, 10 décembre 2009 (2 arrêts), Rev. crit. DIP 2010, p.116-128 (maintien en rétention administrative d'étrangers accompagnés d'un enfant en bas âge et l'art. 3 de la CEDH).

4) Civ. 1, 9 décembre 2009, Rev. crit. DIP 2010, p. 333-343 (maintien d'un étranger en rétention administrative et l'étendue du contrôle exercé par le juge judiciaire au regard du principe de la séparation des pouvoirs).

5) CE, réf., 4 mars 2010, JCP, éd. G 2010, n° 16 du 19 avril, 450 : « Analyse d'ADN et regroupement familial : le Ministère a renoncé, mais le droit commun subsiste ».

6) Civ. 1, 14 avril 2010, JDI 2010, p. 803-814 (acquisition de la nationalité française par un enfant recueilli par kafala).

7) Civ. 1, 23 juin 2010, avec F. Jault-Seseke, Rev. crit. DIP 2010, p. 689-697 (acte de naissance apocryphe et acquisition de la nationalité française par mariage).

8) CJUE, 8 mars 2011, Ruiz Zambrano, aff. C-34/09, D. 2011. p. 1325-1328 : « Citoyenneté européenne : la Cour de justice apporte une nouvelle pierre à son édifice ».

9) CJUE, 5 mai 2011, McCarthy, aff. C-434/09, D. 2011. p. 1604-1607 : « Libre circulation des personnes, citoyenneté européenne et situations purement internes ».

10) Com., 5 avril 2011, Rev. crit. DIP 2011, p. 864- 869 (loi applicable à l'action directe contre l'assureur du responsable en matière contractuelle).

- 11) 1^e Civ., 16 juin 2011 et 29 juin 2011, *Rev. crit. DIP* 2012, p. 82-87 (effet d'une demande d'asile sur la prolongation du maintien en rétention administrative de l'étranger).
- 12) 1^e Civ., 7 décembre 2011, *Rev. crit. DIP* 2012, p. 430-434 (compétence pour statuer sur un contrat d'agent commercial exécuté dans plusieurs Etats différents).
- 13) 1^e Civ., 5 janvier 2012, *Rev. crit. DIP* 2012, p. 334-338 (expertise osseuse sur un étranger placé en rétention administrative alléguant sa minorité).
- 14) Soc., 12 juillet 2010, „Zur Unterscheidung zwischen Bestimmungen von denen nicht durch Vereinbarung abgewichen werden darf und dem Ordre public-Vorbehalt bei internationalen Arbeitsverträgen“, *IPRax* (Praxis des Internationalen Privat- und Verfahrensrechts) 2012, p. 569-572 (limites de l'autonomie de la volonté dans les contrats internationaux de travail).
- 15) Soc., 28 mars 2012, *Rev. crit. DIP* 2012, p. 587-598 (loi applicable à un contrat de travail en l'absence de choix par les parties)
- 16) Com., 8 mars 2011, « Die Anwendung der Ausweichklausel bei Bürgschaften », *IPRax* 2013, p. 381-383 (application de la clause d'exception de l'art. 4 al. 5 Conv. Rome à un contrat de cautionnement)
- 17) 1^e Civ., 28 mars 2012, *Rev. crit. DIP* 2012, p. 819-825 (action du ministère public en annulation pour fraude d'une déclaration de nationalité)
- 18) CEDH, 4 octobre 2012, *Harroudj c. France*, *Rev. crit. DIP* 2013, p. 146-172 (conformité à l'art. 8 CEDH du refus de prononcer l'adoption d'un enfant de statut personnel prohibitif).
- 19) CJUE, 4 octobre 2012, *Hristo Byankov c. Glaven sekretar na Ministerstvo na vatrešnite raboti*, *Rev. crit. DIP* 2013, p. 511-518 (non-conformité au droit de l'UE d'une interdiction de sortie du territoire pour non-paiement d'une dette privée)
- 20) 1^e Civ., 27 février 2013, *Rev. crit. DIP* 2013, p. 731-739 (tribunal compétent pour statuer sur l'action de l'assureur de responsabilité contre la victime d'un dommage causé par l'assuré)
- 21) 1^e Civ., 30 janvier 2013, « Anerkennung russischer Entscheidungen nach autonomem französischem Recht », *IPRax* 2014, p. 82-84 (reconnaissance en France d'un jugement russe en matière de cautionnement)
- 22) CJUE, 3 octobre 2013, *Siegfried János Schneider*, *Rev. crit. DIP* 2014, p. 182-189 (exclusion de la capacité des personnes du champ d'application du règlement n° 44/2001 Bruxelles I)
- 23) Com., 7 janvier 2014, *Rev. crit. DIP* 2014, p. 432-445 (tribunal compétent pour statuer sur l'indemnisation d'un préjudice subi à la suite d'une fraude boursière)
- 24) 1^e Civ., 30 avril 2014, « L'articulation entre le règlement « Rome II » et la convention de La Haye de 1971 en matière de loi applicable à la responsabilité civile délictuelle découlant d'un accident de la circulation routière », *JCP G* 2014, n° 696, p. 1183-1185.
- 25) 1^e Civ., 5 mars 2014, *Rev. crit. DIP* 2014, p. 612-617 (responsabilité de l'Etat pour fonctionnement défectueux du service public de la justice à l'occasion d'un enlèvement international d'enfant)
- 26) CEDH, 10 juillet 2014, *Rev. crit. DIP* 2015, p. 373-383 (refus de visa en vue d'un regroupement familial fondé sur l'absence d'authenticité des actes de naissance ; violation de l'art. 8 CEDH)
- 27) 1^e Civ., 22 octobre 2014, *Rev. crit. DIP* 2015, p. 389-396 (loi applicable au contrat d'assurance et à l'opposabilité aux tiers de la cession d'un portefeuille de contrats d'assurance)
- 28) 1^e Civ., 18 mars 2015, *Rev. crit. DIP* 2015, p. 589-593 (conséquences sur la régularité de la procédure de rétention administrative du défaut d'information d'un étranger sur la procédure de demande d'asile et sur les droits et obligations au cours de celle-ci)
- 29) CJUE, 12 février 2015, *Rev. crit. DIP* 2015, p. 680-688 (loi applicable à la validité de la cession de créances salariales à un syndicat en vue de leur recouvrement en justice à l'occasion d'un détachement de travailleurs dans le cadre d'une prestation de service)
- 30) 1^e Civ., 24 juin 2015, 1^e Civ., 10 sept. 2015, Com., 9 sept. 2015, *Rev. crit. DIP* 2016, p. 119-126 (conflits de lois en matière d'assurances)

- 31) 1^e Civ., 25 mars 2015 (2 arrêts), 1^e Civ., 7 oct. 2015, 1^e Civ., 25 mai 2016, « Wirksamkeit und Drittwirkung von Gerichtsstandsvereinbarungen. Die Cour de cassation zwischen europäischer Auslegung und Versuchung des nationalen Alleingangs », *IPRax* 2017, p. 309-313 (validité et opposabilité des clauses attributives de juridiction)
- 32) CJUE, 28 juill. 2016, *Rev. crit. DIP* 2017, p. 112-122 (loi applicable aux activités des entreprises de commerce électronique)
- 33) CJUE, 13 oct. 2016, *Rev. crit. DIP* 2017, p. 291-293 (action en annulation du mariage intentée par un tiers après le décès d'un époux)
- 34) CJUE, 17 oct. 2017, avec H. Muir Watt, *Rev. crit. DIP* 2018, p. 290-306 (compétence pour statuer sur une violation des droits de la personnalité d'une personne morale commise sur internet)
- 35) CJUE, 31 janv. 2018, *Rev. crit. DIP* 2018, p. 614-621 (compétence pour statuer sur l'action directe contre l'assureur)
- 36) 1^e Civ., 28 mars 2018 et 24 mai 2018, *Rev. crit. DIP* 2018, p. 872-877 (office du juge en matière de conflit de lois lorsque des droits indisponibles sont en litige)
- 37) 1^e Civ., 3 oct. 2018, *Rev. crit. DIP* 2019, p. 761-767 (effets du mariage d'une mineure en droit de la nationalité)
- 38) CEDH, 5 mai 2020, *Rev. crit. DIP* 2020, p. 747-762 (portée de l'absence d'application extraterritoriale de la CEDH en matière de refus de visa humanitaire)
- 39) CJUE, 16 juill. 2020, *Rev. crit. DIP* 2020, p. 853-863 (limites de la *favor divortii* européenne dans le règlement Rome III)
- 40) CJUE, 14 déc. 2021, *Rev. crit. DIP* 2022, p. 529-545, (impact de la citoyenneté européenne sur la reconnaissance de la parentalité de personnes de même sexe)
- 41) CJUE, 15 nov. 2022, aff. C-646/20, *Rev. crit. DIP* 2023, n° 2, à paraître (circulation européenne du divorce sans juge)

CONTRIBUTIONS A DES COLLOQUES AVEC PUBLICATION DES ACTES ET CONFÉRENCES PUBLIÉES

- 1) « La responsabilité du fait des produits », in Le règlement communautaire Rome II sur la loi applicable aux obligations non contractuelles, Actes du colloque organisé le 20 septembre 2007 à Dijon, Litec, 2008, p. 85-106.
- 2) « Le non-marchand en droit international privé », in Droit et marchandisation, Actes du colloque organisé à Dijon les 18 et 19 mai 2009, Litec, 2010, p. 377-406.
- 3) « Choix de loi et contrats liés », in Le règlement communautaire Rome I et le choix de loi dans les contrats internationaux », Actes du colloque organisé les 9 et 10 septembre 2010 à Dijon, Litec, 2011, p. 285-318.
- 4) « The public policy exception in Brussels I practice », in The European Legal Forum 2011, n° 1, p. 23-26 ; et *Int'l lis* 2011, n° 1, p. 44 et s. (communication présentée lors du colloque organisé à Munich le 10 décembre 2010 sur « Brussels I in the European Practice - Symposium on the event of presenting project results European Commentary on the Brussels I Regulation »).
- 5) « Quelle structure pour un code européen de droit international privé ? », avec C. Nourissat, in Quelle architecture pour un code européen de droit international privé ?, Actes du colloque organisé les 17 et 18 mars 2011 à Toulouse, M. Fallon, P. Lagarde, S. Poillot-Peruzzetto (ed.), Peter Lang, 2011, p. 257-280.
- 6) « The application of procedural EU regulations by French courts », in Nuevos Reglamentos comunitarios y su impacto en el derecho catalán, Actes du colloque organisé à Barcelone les 30 juin et 1^{er} juillet 2011, Bosch Editor, 2012, p. 109 à 123.
- 7) « La coopération judiciaire en matière civile : vue d'ensemble », in La dimension extérieure de l'espace de liberté, de sécurité et de justice après le Traité de Lisbonne, Actes du colloque organisé les 22 et 23 septembre 2011 à Rennes, C. Flaesch-Mougin, L. S. Rossi (dir.), Bruylant, 2013, p. 377-406.

- 8) « Roma II y el derecho de los mercados financieros : el ejemplo de los daños causados por la violación de las obligaciones de información », Actes du colloque organisé les 22 et 23 mars 2012 à Madrid, C. Fernández Rozas, P. de Miguel Asensio (dir.), *Anuario español de Derecho internacional privado* 2012, p. 63 à 87.
- 9) „Der Anwendungsbereich des Optionalen Instruments, die Voraussetzungen seiner Wahl und das Verhältnis zur Rom I-VO“, *Europäisches Vertragsrecht auf dem Verordnungsweg?*, Actes du colloque organisé par la Zeitschrift für Europäisches Privatrecht (ZEuP) les 3 et 4 avril 2012 à Würzburg, *ZEuP* 2012, p. 705-725.
- 10) « Les questions préalables de statut personnel dans le fonctionnement des règlements européens de droit international privé », *Travaux du Comité français de droit international privé*, Années 2010-2012, Pedone, 2013, p. 189-222.
- 11) „Grundlagen der Rechtswahl im Familien- und Erbrecht“, in *Die Wahl ausländischen Rechts im Familien- und Erbrecht*, Actes du colloque organisé par le Rheinisches Institut für Notarrecht le 1er mars 2013 à Mainz, *Nomos*, 2013, p. 15-31.
- 12) „Can Private International Law contribute to Global Migration Governance ?“, in *Private International Law and Global Governance*, Actes du cycle de conférences organisé à Paris en 2011-2012, H. Muir Watt, D. Fernández Arroyo (ed.), Oxford University Press, 2014, p. 301-317.
- 13) „Les sportifs plurinationaux“, in G. Simon (dir.), *Sport et nationalité*, Actes du colloque organisé par le Credimi les 12 et 13 septembre 2013 à Dijon, *Lexis Nexis*, 2014, p. 57-73.
- 14) « Le temps et le droit international privé », in *Le temps et le droit*, 18^e Journée nationale de l'Association Henri Capitant organisée le 22 novembre 2013 à Dijon, *Dalloz*, 2014, p. 21-41.
- 15) « Rechtsermittlung im internationalen Privatrecht der EU. Überlegungen aus Frankreich », Symposium organisé le 16 janvier 2014 à Munich à l'occasion du 80^e anniversaire de H. J. Sonnenberger, *Rabels Zeitschrift für ausländisches und internationales Privatrecht (RabelsZ)* 2014, p. 844-862.
- 16) « Les zones de nonaccès au juge. L'ambiguïté du droit des étrangers face à la vulnérabilité », in *L'accès à la justice de la personne vulnérable en droit interne*, V. Donier, B. Lapérou-Schneider (dir.), colloque organisé le 27 mars 2015 à Besançon, Edition l'Épilogue/Lextenso, 2015, p. 181-195.
- 17) « Identité nationale et identité européenne », in S. Bollée, E. Pataut (dir.), *L'identité à l'épreuve de la mondialisation*, IRJS Editions, t. 72, 2016, p. 175-198.
- 18) « The Impact of EU Fundamental Rights on Private International Law », in *EU-Fundamental Rights in Private Law*, Cycle de conférences organisé par le *Centrum für Europäisches Privatrecht* de l'Université de Münster (Prof. R. Schulze), *Nomos*, 2016, p. 61-88.
- 19) « Familienrechtliche Freiräume, ihre Grenzen und kultureller Wandel. Bericht über die französische Rechtsordnung », avec L. Stark, in *Religion, Werte und Recht*, Colloque organisé les 10-12 septembre 2015 à Bayreuth par la Gesellschaft für Rechtsvergleichung, Mohr Siebeck, 2017, p. 9-36.
- 20) « Autonomie de la volonté et divorce : le règlement Rome III », avec N. Joubert, in *L'autonomie de la volonté dans les relations familiales internationales*, colloque organisé les 11 et 12 mai 2016 à Lyon, A. Panet, H. Fulchiron et P. Wautelet (dir.), Bruylant, 2017, p.179-203.
- 21) « Zum Bedeutungsverlust des Renvoi », in *35 Jahre IPRax - Kodifikation des internationalen Privatrechts: Deutsche Erfahrungen und europäische Perspektiven dreißig Jahre nach der großen EGBGB-Reform von 1986*, Colloque organisé les 23 et 24 sept. 2016 à Cologne par le Deutscher Rat für Internationales Privatrecht et la revue *IPRax*, *IPRax* 2017, p. 147-152.
- 22) « L'application facultative de la loi étrangère dans les situations de disponibilité du droit et l'application uniforme des règles de conflit d'origine européenne », conférence donnée le 29 mai 2017 à la Cour de cassation dans le cadre du cycle de conférences consacré à *L'application du droit étranger*, Société de législation comparée, 2018, p. 75-93.
- 23) « Collaborative approaches in matters of parental responsibility », in S. Corneloup (dir.), *Collaborative Law in the European Union. Studies in honor of Catherine Kessedjian*, Bruylant, à paraître.
- 24) « Le facteur temps », in *La révision du règlement Bruxelles II bis*, colloque organisé le 12 mai 2017 à Paris, Bruylant, à paraître.

25) « Les nouveaux cas d'acquisition de la nationalité par déclaration (d'une faveur à un droit) », in A. Dionisi-Peyrusse, F. Jault-Seseke, F. Marchadier, V. Parisot (dir.), *La nationalité : enjeux et perspectives*, colloque organisé les 16 et 17 novembre 2017 à Rouen, Inst. Univ. Varenne, 2019, p. 279-288.

26) « National styles of academic discourse and their impact on European Private International Law. A view from France », in J. v. Hein, E.-M. Kieninger, G. Rühl (ed.), *How European is European Private International Law ?*, colloque organisé les 2 et 3 mars 2018 à Berlin, Intersentia, 2019, p. 255-272.

27) « Les critères du Règlement Dublin III », avec P. de Corson, in L. Aït Ahmed, E. Gallant, H. Meur (dir.), *La protection des mineurs non accompagnés*, colloque organisé le 21 juin 2018 à Paris, IRJS Editions, 2019, p. 41-59.

28) « Quelques réflexions sur la résidence habituelle des demandeurs d'asile et des réfugiés », in H. Fulchiron (dir.), *La circulation des personnes et de leur statut dans un monde globalisé*, colloque organisé les 11 et 12 oct. 2018 à Lyon, LexisNexis 2019, p. 393-403.

29) « The Shift from a Choice of Law Centred Approach to a Civil Procedure Standpoint », in B. Hess, K. Lenaerts (ed.), *The 50th Anniversary of the European Law of Civil Procedure*, Nomos, Hart, Studies of the Max Planck Institute Luxembourg, 2020, p. 107-120.

30) « Protection au titre de l'asile. Le principe de l'unité de la famille à l'épreuve du divorce », in H. Fulchiron (dir.), in *La famille du migrant*, LexisNexis, 2020, p. 203-216.

31) "Providing legal identity for all. A means to empower migrants to exercise their rights", avec J. Verhellen, in R. Michaels, V. Ruiz Abou-Nigm, H. van Loon (dir.), *The Private Side of Transforming Our World – the UN Sustainable Development Goals 2030 and the Role of Private International Law*, Intersentia, 2021, p. 505-540. <https://www.intersentiaonline.com/publication/the-private-side-of-transforming-our-world-un-sustainable-development-goals-2030-and-the-role-of-p/18>

32) « La preuve sans écrit de la minorité : réflexions prospectives », in H. Fulchiron, C. Bidaud (dir.), *La preuve de l'état des personnes. Questions d'actualité*, colloque organisé le 17 mars 2022 à Paris, LexisNexis, à paraître.

33) « La circulation des décisions en matière de responsabilité parentale et de déplacements illicites », avec E. Pataut, in E. Gallant, L. Rass-Masson (dir.), *Le nouveau droit international privé européen en matière de désunion matrimoniale, responsabilité parentale et déplacements illicites d'enfants. Le règlement Bruxelles II ter n°2019/1111*, colloque organisé le 1^{er} juill. 2022 à Toulouse, à paraître.

RECHERCHES COLLECTIVES FINANÇÉES PAR DES APPELS D'OFFRES DE L'UNION EUROPÉENNE

Direction d'équipes européennes

1) « Children on the move : A Private international law perspective », Etude pour le Parlement européen (JURI/Commission des affaires juridiques), ss la dir. de S. Corneloup et F. Jault-Seseke, avec B. Heiderhoff, C. Honorati, F. Jault-Seseke, T. Kruger, C. Rupp, H. van Loon, J. Verhellen, juin 2017, 49 pages.

http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2017/583158/IPOL_STU%282017%29583158_EN.pdf

2) « Private international law in a context of increasing international mobility : Challenges and potential », », Etude pour le Parlement européen (JURI/Commission des affaires juridiques), ss la dir. de S. Corneloup, F. Jault-Seseke et J. Verhellen, avec B. Heiderhoff, C. Honorati, F. Jault-Seseke, T. Kruger, C. Rupp, H. van Loon, J. Verhellen, juin 2017, 47 pages

http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2017/583157/IPOL_STU%282017%29583157_EN.pdf

Présentation des deux études

- devant la Commission JURI du Parlement européen le 20 juin 2017
- devant le 'Asylum Contact Group' de la Commission LIBE du Parlement européen le 8 novembre 2017.

3) "Collective Redress in the Member States of the European Union", Etude pour le Parlement européen (JURI/Commission des affaires juridiques), ss la dir. de R. Amaro, M. J. Azar-Baud, S. Corneloup, B. Fauvarque-Cosson et F. Jault-Seseke, October 2018, 278 pages.

[http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2018/608829/IPOL_STU\(2018\)608829_EN.pdf](http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2018/608829/IPOL_STU(2018)608829_EN.pdf)

1) « Choice of Court, Choice of Law, Submission to Family Mediation. French Report », avec W. Jean-Baptiste et L. Stark, in *Empowering European Families - Towards more party autonomy in European family and succession law*, ss la dir. de K. Boele-Woelki, W. Schrama, C. Wendehorst, Mars 2016.

2) « Matrimonial property, maintenance, pension rights. French Report », avec W. Jean-Baptiste et L. Stark, in *Empowering European Families - Towards more party autonomy in European family and succession law*, ss la dir. de K. Boele-Woelki, W. Schrama, C. Wendehorst, Oct. 2016.

1) « Cross-Border Litigation in Europe. French Report », avec H. Muir Watt, D. Boden, J. Heymann, D. Sindres et L. Usunier, in *Cross-Border Litigation in Europe*, ss la dir. de P. Beaumont, M. Danov, K. Trimmings, B. Yüksel, Hart Publishing, 2017, p. 305-314.

COMPTE RENDUS D'OUVRAGES

1) V. Espinassous, L'uniformisation du droit substantiel et le conflit de lois, LGDJ, 2010, JDI 2012, biblio., 4.

2) C. A. Arrue Montenegro, L'autonomie de la volonté dans le conflit de juridictions, LGDJ, 2011, Rev. crit. DIP 2012, p. 239-242.

3) J. Basedow, S. Francq, L. Idot (éd.), International Antitrust Litigation. Conflict of Laws and Coordination, Hart Publishing, 2012, Rev. crit. DIP 2012, p. 685-688.

4) H. Kronke, K. Thorn (dir.), Grenzen überwinden – Prinzipien bewahren, Festschrift für Bernd von Hoffmann, Gieseking, 2011, Rev. crit. DIP 2012, p. 1092-1093.

5) F. Sturm, G. Sturm, Staudinger BGB, Internationales Privatrecht - Einleitung zum IPR, Sellier de Gruyter, 2012, Rev. crit. DIP 2013, p. 320-322.

6) J.-S. Bergé, L'application du droit national, international et européen. Approche contextualisée des cas de pluralisme juridique mondial, Dalloz, 2013, Rev. crit. DIP 2013, p. 537-538.

7) L. Enneking, Foreign Direct Liability and Beyond. Exploring the role of tort law in promoting international corporate social responsibility and accountability, Eleven International Publishing, 2012, Rev. crit. DIP 2013, p. 539-540.

8) E. Lagrange, A. Hamann, J.-M. Sorel (ed.), Si proche, si loin : La pratique du droit international en France et en Allemagne, Société de législation comparée, 2012, Rev. int. dr. comp. n° 3/2013.

9) M. Benlolo-Carabot, U. Candas, E. Eglantine (ed.), Union européenne et droit international, En l'honneur de Patrick Daillier, Cedrin-Pedone, 2012, Rev. crit. DIP 2013, p. 765-766

10) C. Kessedjian, Droit du commerce international, PUF, 2013, Rev. crit. DIP 2013, p. 768-769.

11) R. Hausmann, Internationales und Europäisches Ehescheidungsrecht, C.H. Beck, 2013, Rev. crit. DIP 2013, p. 1057-1058.

12) S. Leible, H. Unberath (ed.), Brauchen wir eine Rom O-Verordnung ? Überlegungen zu einem Allgemeinen Teil des europäischen IPR, JWV, 2013, Rev. crit. DIP 2013, p. 1062-1064.

13) P. Murat (dir.), Droit de la famille, Dalloz, 2013, Rev. crit. DIP 2014, p. 246-247.

14) C. Menjivar, D. Kanstroom (ed.), Constructing Immigrant « Illegality ». Critiques, Experiences, and Responses, Cambridge University Press, 2014, Rev. crit. DIP 2014, p. 989-991.

- 15) D. Gallo, L. Paladini, P. Pustorino (ed.), Same-Sex Couples before National, Supranational and International Jurisdictions, Springer, 2014, *Rev. crit. DIP* 2014, p. 984-986.
- 16) E. Pataut, La nationalité en déclin, Odile Jacob, 2014, *Rev. crit. DIP* 2015, p. 301-302.
- 17) P. Gottwald, B. Hess (dir.), Procedural Justice, XIVème Congrès mondial de l'AIDP, Gieseking, 2014, *Rev. crit. DIP* 2015, p. 746-748.
- 18) S. Saroléa (dir.), La réception du droit européen de l'asile en droit belge, Université catholique de Louvain, Centre Charles De Visscher pour le droit international et européen, 2014, *Rev. crit. DIP* 2015, p. 748-749.
- 19) M. Karayanni, Conflicts in a Conflict. A Conflict of Laws Case Study on Israel and the Palestinian Territories, Oxford University Press, 2014, *JDI* 2016, à paraître.
- 20) G. Payant, Code de l'Espace judiciaire civil européen annoté, Bruylant, 2015, *Rev. crit. DIP* 2016, p. 234.
- 21) T. Azzi, O. Boskovic (dir.), Quel avenir pour la théorie générale des conflits de lois ? Droit européen, droit conventionnel, droit commun, Bruylant, 2015, *Rev. crit. DIP* 2016, p. 219-220.
- 22) H. Muir Watt (dir.), Private International Law and Public Law, Elgar, 2015, *Rev. crit. DIP* 2016, p. 408-411.
- 23) C. Kessedjian, Le droit international collaboratif, Pedone, 2016, *Rev. crit. DIP* 2016, p. 407-408.
- 24) G.P. Romano, Le dilemme du renvoi en droit international privé. La thèse, l'antithèse et la recherche d'une synthèse, Schulthess, 2014, *Rev. crit. DIP* 2016, p. 809-812.
- 25) M.-E. Ancel, P. Deumier, M. Laazouzi, Droit des contrats internationaux, Sirey, 2017, *Rev. crit. DIP* 2017, p. 501-502.
- 26) J.-Y. Carlier, S. Sarolea, Droit des étrangers, Larcier, 2016, *Rev. crit. DIP* 2017, p. 504.
- 27) D.J. Svantesson, Solving the Internet Jurisdiction Puzzle, Oxford University Press 2017, *Rev. crit. DIP* 2018, p. 404-407.
- 28) B. Ancel, Eléments d'histoire du droit international privé, Ed. Panthéon-Assas, 2017, *RabelsZ* 2019, p. 398-401.
- 29) M. Sonnentag, Die Konsequenzen des Brexits für das Internationale Privat- und Zivilverfahrensrecht, Mohr Siebeck, 2017, *Rev. crit. DIP* 2019, p. 613-615.
- 30) J. Fernandez, Exilés de guerre. La France au défi de l'asile, Armand Colin, 2019, *Rev. crit. DIP* 2020, p. 394-398.
- 31) Chr. von Bar, P. Mankowski, Internationales Privatrecht, Bd. II, Besonderer Teil, C.H. Beck, 2019, *Rev. crit. DIP* 2020, p. 399-403.
- 32) M. Cremona, J. Scott (dir.), EU Law Beyond EU Borders. The Extraterritorial Reach of EU Law, OUP, 2019, *Rev. crit. DIP* 2020, p. 885-890.
- 33) E. Bernard, M. Cresp, M. Ho-Dac (dir.), La famille dans l'ordre juridique de l'Union européenne / Family within the Legal Order of the European Union, Bruylant, 2020, *Annuaire de Droit de l'Union européenne* 2020, p. @@, à paraître.
- 34) C. Budzikiewicz, B. Heiderhoff, F. Klinkhammer, K. Niethammer-Jürgens (dir.), Neue Impulse im europäischen Familienkollisionsrecht, Nomos 2021, *Rev. crit. DIP* 2022, p. 459-462.

DIVERS AUTRES

- 1) « Transformation de la Convention de Rome sur la loi applicable aux obligations contractuelles. Le futur règlement communautaire Rome I », Aperçu rapide, JCP éd. G, 2008, n° 20 du 14 mai 2008.
- 2) Livre vert sur le droit européen des contrats. Réponse du réseau Trans Europe Experts, M. Béhar-Touchais, M. Chagny (dir.), Société de législation comparée 2011, p. 156-169 (Les modalités et la portée du choix de l'instrument facultatif de droit européen

des contrats) et p. 169-176 (L'interprétation et le comblement des lacunes de l'instrument facultatif de droit européen des contrats, avec L. Usunier).

3) La loi n° 2014-344 du 17 mars 2014 relative à la consommation, *Rev. crit. DIP* 2014, p. 452-455.

4) « Nationalité », in *Mariage, PACS, Concubinage : le guide*, *AJ Famille* 2015, n°, p. 38-40.

5) « La révision de la directive sur les travailleurs détachés. Entretien », *Recueil Dalloz*, 2016, p. 1920.

6) « Le concept controversé de 'pays tiers sûr' : quelle place dans la réforme du droit d'asile ? Entretien », *Recueil Dalloz*, févr. 2018, p. 552.

7) « Sur le Groupe européen de droit international privé : Recommandation concernant le maintien et le développement de la coopération internationale en matière d'état civil, adoptée le 14 septembre 2019 à Katowice », *Rev. crit. DIP* 2019, p. 1109.

8) « La Convention de La Haye de 1996 au service de la protection des mineurs marocains non accompagnés ? A propos d'une circulaire ministérielle relative au schéma de procédure pour la prise en charge de mineurs non accompagnés marocains », avec F. Jault-Seseke, *Rev. crit. DIP* 2021, p. 935-937.

9) « La protection temporaire des personnes déplacées en provenance d'Ukraine », *Rev. crit. DIP* 2022, p. 439-442.

III. Autres travaux

EXPERTISE (NON PUBLIÉE)

9 juill.2018 Audition par la Commission JURI du Parlement européen sur « Le règlement accéléré des litiges commerciaux »

13 mars 2018 Audition par un groupe parlementaire de l'Assemblée nationale sur le projet de loi pour une immigration maîtrisée et un droit d'asile effectif.

7 mars 2019 Audition par un groupe parlementaire de l'Assemblée nationale sur la révision du Régime d'asile européen commun.

CONFÉRENCES DONNÉES EN QUALITÉ DE PROFESSEURE INVITÉE

1) « Eheschließung und Adoption durch gleichgeschlechtliche Paare in Frankreich », Université de Münster, Centrum für Europäisches Privatrecht (Prof. R. Schulze), 3 décembre 2012.

2) « Ordre public et Convention européenne des droits de l'homme », Université catholique de Louvain (Prof. S. Saroléa et M. Fallon), 24 avril 2014.

3) « Die Einwirkung der EU-Grundrechte auf das Internationale Privatrecht », Université de Münster, Centrum für Europäisches Privatrecht (Prof. R. Schulze), 22 juin 2015.

4) « Collective Redress through the Voluntary Assignment of Obligations. Recent developments in EU Private International Law », Université de Ferrara (Prof. P. Franzina), 26 novembre 2015.

5) „Digitalisierung und Internationales Privat- und Verfahrensrecht der EU. Welche Rolle spielt das Europäische IPR/ZPR für den digitalen Binnenmarkt bei grenzüberschreitenden Situationen?“, Université de Münster (Prof. B. Heiderhoff), 21 novembre 2018.

AUTRES CONFÉRENCES (NON PUBLIÉES)

1) « La loi du 17 mai 2013 : l'adoption par des couples de même sexe », conférence donnée le 12 mars 2015 avec H. Bosse-Platière à l'Université de Bourgogne.

- 2) « Collaborative approaches in matters of parental responsibility », in S. Corneloup (dir.), *Collaborative Law in the European Union. Studies in honor of Catherine Kessedjian*, 3 mars 2017, Paris.
- 3) « Nationalité sportive, une notion autonome ? », contribution à un colloque organisé le 6 avril 2017 à Sao Paulo sur *Le droit international privé du sport*, G. Monaco (dir.).
- 4) « L'application de l'approche du droit collaboratif au phénomène sportif », contribution à un séminaire de recherche organisé le 3 octobre 2017 à Lyon sur *Normes étatiques et normes sportives : confrontation ou esprit d'équipe ?*, H. Fulchiron G. Monaco, J. Nicolau, A. Panet (dir.).
- 5) « Children in the context of migration and asylum », contribution à un colloque organisé le 10 novembre 2017 à Utrecht sur *Enhancing the efficiency of the Brussels IIbis Regulation*, W. Schrama, V. Lazic (dir.).
- 6) « Assignment of claims and proprietary effects. History of the rule and developments under the review provision of Art. 27(2) », communication donnée lors d'un colloque à Oslo les 3/4 mai 2018 sur le thème *Towards a Norwegian codification of choice of law rules. An assessment of Rome I and Rome II*.
- Colloque organisée par Giuditta Cordero-Moss dans le cadre de la rédaction d'un projet de loi codifiant le droit international privé norvégien.
- 7) « Habitual residence of refugees », in *Families on the Move: Asylum Law and International Family Law*, Table ronde organisée à Münster les 8 et 9 février 2019.
- 8) « The appropriateness of Private International Law Methodologies », avec F. Jault-Seseke, dans le cadre du colloque organisé les 28 et 29 mars 2019 à Gand, *Families Beyond Borders. Migration with or without Private International Law*, J. Verhellen (dir.).
- 9) « La question de l'état-civil des enfants face aux conflits armés », avec F. Jault-Seseke, communication donnée lors du colloque organisé à Paris le 1^{er} oct. 2019 par l'Association française pour les Nations Unies sur le thème *Protéger les enfants dans les conflits armés*.
- 10) « De Strasbourg à Luxembourg. Les effets de la frontière et de l'extraterritorialité dans la jurisprudence des cours européennes », dans le cadre du colloque organisé les 9 et 10 mai 2022 à Louvain-la-Neuve, par S. Sarolea sur le thème *Le temps des territoires*.

ORGANISATION DE CONFÉRENCES (NON PUBLIÉES)

- 1) Co-organisation, avec L. d'Avout, des « Rencontres de droit international privé de l'Union européenne », 7 oct. 2022 à Paris (interventions de M. Guyomar, J.Y. Carlier et R. Legendre).
- 2) Co-organisation, avec E. Pataut, Paris I, IRJS, des « Conférences de la salle 102 » (en moyenne 8 conférences par an).
Les podcasts des conférences sont publiés ici : <https://www.u-paris2.fr/fr/conferences-de-la-salle-102>

Encadrement de la recherche

Direction de thèses soutenues

- 1) Maya Mahmoud, *La volonté unilatérale dans la destruction du contrat de consommation*, soutenue le 2 juill. 2013, mention honorable.
Perdue de vue.
- 2) Frank Miranda Guerra, *Le conflit de lois en droit des transports de marchandises par mer*, soutenue le 12 juill. 2013, mention très honorable (co-direction avec Prof. L. Ravillon).
Devenu avocat

3) Céline Laurichesse, *La grève en droit international privé*, soutenue le 20 mai 2014, mention très honorable avec les félicitations, Maître de conférences à l'Université de Bourgogne depuis 2015.
Devenue maître de conférences.

4) Marion Meilhac-Perri, *L'autonomie de la volonté dans les filiations électives*, soutenue le 2 décembre 2014, mention très honorable avec les félicitations.
Devenue avocate.

5) Laure Stark, *L'internationalité en droit international privé*, en co-tutelle avec la Johannes Gutenberg-Universität Mainz, Allemagne (co-direction avec Prof. U. P. Gruber), soutenue le 28 nov. 2020, mention très honorable avec les félicitations.
Qualifiée par le CNU en 2021. Actuellement juriste assistant.

6) Anselm Zölls, *La procédure d'asile entre recherche d'efficacité et garantie des droits fondamentaux. Une approche franco-allemande*, en co-tutelle avec la Friedrich-Alexander-Universität Erlangen-Nürnberg, Allemagne (co-direction avec Prof. A. Funke), soutenue le 4 déc. 2020.
Publiée sous le titre *Das Verbot der Kollektivausweisung nach Art. 4 Protokoll Nr. 4 EMKR*, chez Mohr Siebeck en 2021.
Travaille actuellement au Ministère fédéral allemand de l'Intérieur.

Direction de thèses en cours

1) Martina Mantovani, *Les représentations de l'espace européen des données personnelles par le droit international privé* (depuis 2016).

2) Priscilla de Corson, *L'intérêt supérieur de l'enfant dans les transferts, re-localisations, réinstallations et retours de mineurs non accompagnés* (depuis 2017), en co-direction avec D. Senovilla Hernandez (laboratoire MIGRINTER CNRS-Université de Poitiers).

3) Yann Legrand, *La volonté tacite en droit international privé* (depuis 2018).

4) Dmitry Tarikanov, *Le conflit de qualifications en matière de divorce en droit international privé* (depuis 2018), en co-tutelle avec la Universität zu Köln, Allemagne (co-direction avec Prof. H. P. Mansel).

5) Lydia Kriki, *The right to environment under international law: its origins and its boundaries* (depuis 2021), en co-tutelle avec la National and Kapodistrian University d'Athènes, Grèce (co-direction avec Prof. M. Gavouneli).

6) Lydia Kriki, *The right to environment under international law: its origins and its boundaries* (depuis 2021), en co-tutelle avec la National and Kapodistrian University d'Athènes, Grèce (co-direction avec Prof. M. Gavouneli).

7) Juliette Fauvarque, *Le temps en droit international privé. Étude à partir de la matière personnelle et familiale* (depuis 2022)

Direction scientifique d'une revue de doctorants

- *Revue de droit international d'Assas* (revue électronique ; le premier numéro est prévu pour fin 2017)